



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 2 février 2022 – N° 25

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Hommage à un entraîneur.*
- La députée de l'Acadie sur le sujet suivant : *Le milieu culturel durement touché par la pandémie.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *La Journée mondiale contre le cancer.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à la mémoire de M. Don Harley Fils-Aimé, alias Don Karnage.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Le Bonhomme à lunettes.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Le milieu communautaire au désespoir.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Arthur Girard : un jeune inventeur... génial!*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *La rareté de la main-d'œuvre.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à M. Richard Bérubé, personnalité 2021 du Progrès de Coaticook.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le travail acharné de Mme Catherine Ménard, directrice générale au sein du Relais populaire.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS

- a) documents
- b) rapports de commissions
- c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 4**
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **1^{er} février 2022**
- 2) **Projet de loi n° 9**
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **1^{er} février 2022**
- 3) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **11 novembre 2021**
- 4) **Projet de loi n° 14**
Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **2 décembre 2021**

- 5) Projet de loi n° 18
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 6) Projet de loi n° 19
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 7) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 1
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **2 décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 9) Projet de loi n° 2
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 10) Projet de loi n° 15
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 1^{er} décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 11) Projet de loi n° 16
Loi modifiant diverses dispositions législatives afin de mettre en œuvre les Conventions complémentaires n° 22 et n° 27 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 9 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12) Projet de loi n° 17
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 13) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 14) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 16) Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute
autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance
de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le
9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 17) Projet de loi n° 102
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière
d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion
responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan
pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les
changements climatiques le 5 octobre 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement
(consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **1^{er} décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 19) Projet de loi n° 191
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 20) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**

- 26) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 27) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 32) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 33) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**

- 34) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 35) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 36) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 39) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 40) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 41) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**

- 43) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **2 décembre 2021**
- 45) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 47) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 48) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 49) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 50) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**

- 51) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 52) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 54) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 56) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 57) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 58) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 59) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**

- 60) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 61) Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**
- 62) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 63) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 64) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 65) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 66) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 67) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**

- 68) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 69) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 70) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 71) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 72) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 73) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 75) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**

- 76) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 77) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 78) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 79) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 80) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 81)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 82)** 1^{er} février 2022
Motion du député de Robert-Baldwin

QUE l'Assemblée nationale constate que la hausse du coût de la vie au Québec pénalise et inquiète l'ensemble des Québécois, notamment les plus vulnérables et les jeunes familles;

QU'elle déplore que l'indice des prix à la consommation au Québec à l'automne 2021 a connu la pire hausse depuis les 30 dernières années avec une hausse de plus de 5 %;

QU'elle prenne acte que la hausse du coût moyen d'un loyer en 2020 dans certaines régions du Québec était de 4,2 % selon la SCHL et que le coût médian pour certains arrondissements de la Ville de Montréal a connu une augmentation entre 14 % et 21 %;

QU'elle prenne acte de la hausse importante du coût des maisons en 2021 qui dépasse 20 % dans certaines régions du Québec;

QU'elle constate que la croissance des salaires a été insuffisante pour contrer les effets du coût de la vie et que le pouvoir d'achat des Québécois a reculé;

QU'elle prenne acte qu'à ce jour, la principale réaction du gouvernement caquiste face à la hausse du coût de la vie a été le versement d'un montant forfaitaire unique qui à lui seul ne peut pallier l'impact de la hausse du coût de la vie de façon durable et pérenne;

Enfin, qu'elle exige du gouvernement caquiste la mise en place d'un plan d'urgence et des mesures structurantes pour pallier les effets de la hausse du coût de la vie.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 14**, Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail (mandat confié le 1^{er} février 2022).

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 17**, Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1^{er} février 2022).

- **Projet de loi n° 16**, Loi modifiant diverses dispositions législatives afin de mettre en œuvre les Conventions complémentaires n° 22 et n° 27 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat confié par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 2 décembre 2021)
- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 11**, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre (mandat confié le 1^{er} février 2022).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} février 2022).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 1^{er} décembre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

39) Mme Melançon (Verdun) – **8 décembre 2021**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

La Stratégie de l'eau 2018-2030 a été dévoilée le 27 juin 2018. Celle-ci se base sur trois plans d'action successifs qui précisent les mesures spécifiques à mettre en œuvre.

Est-ce que le ministre peut nous dire quel est l'état d'avancement de cette stratégie et quelles sont les actions posées par le gouvernement pour favoriser son avancement?

43) Mme Robitaille (Bourassa-Sauvé) – **9 décembre 2021**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

En février 2021, une étude sur la compétitivité dans le secteur des grains au Québec a été publiée. Cette étude, commandée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a été complétée afin de dresser le portrait de la situation du secteur des grains en comparaison avec leurs différents compétiteurs sur la scène internationale.

Cette étude est venue renforcer les constats des dernières années voulant que l'environnement global dans lequel évoluent les producteurs de grains québécois ne leur permette pas de rivaliser avec les compétiteurs étrangers, si rien n'est fait en matière de subventions et de rétributions des efforts agroenvironnementaux et de services aux producteurs.

Suivant cette même dynamique, les préoccupations sociétales, les efforts en développement durable ainsi que les changements climatiques, auront un impact significatif sur la compétitivité des producteurs de grains si le statu quo est maintenu. Le Plan d'agriculture durable (PAD) capte bien ces enjeux, mais le soutien financier accordé demeure beaucoup trop ténu, sur un horizon beaucoup trop court, et n'est donc pas à la hauteur de ce défi titanesque.

Le secteur des grains est dans l'œil du cyclone d'une tempête commerciale entre les États-Unis et la Chine face à laquelle il demeure impuissant. À titre de comparaison, les producteurs américains de grains ont reçu des subventions totalisant 12 milliards de dollars pour pallier l'adversité, alors que les producteurs québécois de grains n'ont obtenu aucune aide financière. L'illustration est encore plus révélatrice lorsque l'on constate le montant par hectare le plus récent pour les États-Unis. C'est 242 \$/ha aux États-Unis et 80 \$/ha au Québec pour 2019. Cela constitue une contrainte structurante à la compétitivité des producteurs de grains du Québec sur le marché.

Dans la communauté politico-économique européenne, les producteurs de grains reçoivent un financement de 5 à 7 fois supérieur aux sommes mentionnées plus haut. Clairement, les producteurs d'ici sont donc disqualifiés au jeu de la concurrence économique.

Cela démontre que le gouvernement du Québec n'en fait pas suffisamment en matière d'accompagnement et de financement auprès des producteurs de grains québécois. Le gouvernement du Québec a la responsabilité d'offrir les meilleures chances de succès à ses agriculteurs, afin de se démarquer dans un marché mondialisé et compétitif comme celui-ci, à plus forte raison si ce dernier envisage d'autres mesures qui affecteront les producteurs. À cet égard, le PAD, sous sa forme actuelle, est nettement insuffisant pour relever ce défi cyclopéen. Le secteur des grains fournit une grande majorité des grains nécessaires aux autres filières agricoles et à plusieurs filières de transformation.

Devant cette perspective structurellement défavorable, les producteurs québécois trépignent d'impatience et sollicitent le gouvernement du Québec depuis un certain temps déjà pour que soit tenu un sommet sur la compétitivité du secteur des grains. Piloté par le MAPAQ, cet exercice permettrait - avec le concours d'Agriculture et Agroalimentaire Canada - de coordonner une série d'actions pour relever les défis colossaux du secteur des grains et de corriger le manque de soutien aux agriculteurs.

Dans ce contexte, mes questions au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sont les suivantes :

- Le ministre reconnaît-il les besoins spécifiques de la production de grains et les fortes attentes sociétales à son égard et en ce sens, prévoit-il lui accorder des sommes compensatoires afin que les producteurs de grains québécois soient compétitifs sur le marché international où les concurrents sont lourdement subventionnés et font face à moins de contraintes?
- De quelle façon le ministre prévoit-il assurer un suivi en regard de son étude sur la compétitivité du MAPAQ dans le secteur des grains au Québec?

- Le gouvernement du Québec a-t-il l'intention d'aller de l'avant et de tenir un sommet sur la compétitivité du secteur des grains, avec tous les acteurs du milieu de l'agriculture et de l'agroenvironnement?

44) M. Derraji (Nelligan) – **9 décembre 2021**
Au ministre de l'Économie et de l'Innovation

Le domaine de la recherche quantique est l'un des domaines d'avenir pour la prospérité économique du Québec.

Le Québec peut compter sur des institutions d'enseignement supérieur de premier plan desquelles graduent les talents nécessaires au développement d'un écosystème quantique; toutefois, des enjeux de rétention de ces talents existent.

Le gouvernement fédéral a consenti, dans son dernier budget, un investissement de 360 millions de dollars pour le lancement d'une stratégie quantique nationale.

Le Québec a l'occasion de faire preuve de vision, tout comme il l'a fait il y a deux décennies dans le cadre du développement de l'industrie du jeu vidéo, un secteur extrêmement riche et dynamique de notre économie actuelle.

Est-ce que le ministre peut nous dire quelles actions compte prendre le gouvernement afin de soutenir le développement de la quantique?

45) M. Leitão (Robert-Baldwin) – **9 décembre 2021**
Au ministre des Finances

Le 26 mai dernier, j'ai présenté le projet de loi 797, Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission.

Les entreprises à mission sont des sociétés par actions dont les statuts constitutifs contiennent une déclaration selon laquelle elles s'engagent à exercer leurs activités de façon responsable et durable tout en faisant la promotion d'un ou de plusieurs intérêts sociaux.

Il s'agit d'un moyen pertinent d'enjoindre les entreprises à œuvrer de façon plus large que pour leur unique intérêt économique. Les entreprises à mission sont d'ailleurs appelées à connaître une croissance dans le monde, notamment en lien avec la transition économique vers une économie verte.

Le ministre peut-il nous indiquer s'il compte donner suite au projet de loi 797?

48) M. Leitão (Robert-Baldwin) – **9 décembre 2021**

À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 20 février 2020, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 37, Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec.

Lors de l'adoption de ce projet de loi, l'impact potentiel du regroupement des achats gouvernementaux sur l'achat local et les petites et moyennes entreprises du Québec était l'un des enjeux pour lesquels nous avons témoigné une inquiétude.

Force est de constater que 18 mois après l'adoption de cette loi, les règlements devant venir préciser le contenu local dans les appels d'offres n'ont toujours pas été publiés par le gouvernement.

La présidente du Conseil du trésor est-elle satisfaite du niveau d'achat local par le Centre d'acquisitions gouvernementales et peut-elle nous indiquer son échéancier pour la publication des règlements découlant de l'adoption de cette loi?

49) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **10 décembre 2021**

Au ministre des Transports

L'adoption en 2019 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile a grandement bouleversé l'industrie du taxi. Certains aspects de cette nouvelle loi sont grandement décriés par des intervenants du milieu.

Conséquemment, relativement à cette industrie :

1. Je demande au ministre si les travaux de la table de concertation sur la modernisation de l'industrie du taxi se poursuivent; le cas échéant, quand se tiendra la prochaine réunion de ce comité? Le ministre pourrait-il aussi nous transmettre les dates de toutes les réunions précédemment tenues?
2. Depuis l'adoption de la nouvelle loi, on a retiré à un chauffeur de taxi le droit d'exercer sa profession au moment du renouvellement de ses autorisations, à cause d'un événement judiciaire remontant à plusieurs années, alors que ce même événement avait été divulgué lors des procédures d'enregistrement précédentes à 2019, et ce, sans affecter son droit d'exercer sa profession. Peut-on expliquer pourquoi?

3. Les membres de l'industrie font valoir que certaines amendes sont particulièrement disproportionnées par rapport à la nature de l'infraction; par exemple, l'oubli de faire qualifier un véhicule – ce qui coûte 9 \$ – entraîne une contravention de 3750 \$ après les frais. Une analyse de la situation est-elle envisagée par le ministère pour répondre à cette doléance de l'industrie?

52) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **1^{er} février 2022**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

En 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis à jour ses lignes directrices mondiales sur la qualité de l'air; c'est la première fois qu'elle le faisait depuis 2005. Ces lignes directrices concernent six polluants, soit les particules en suspension (PM 2,5 et PM 10), l'ozone (O₃), le dioxyde d'azote (NO₂), le dioxyde de soufre (SO₂) et le monoxyde de carbone (CO).

L'OMS vise à obtenir la plus faible concentration possible de particules dans l'air, puisqu'aucun seuil n'a été identifié en dessous duquel elles n'ont pas d'effet sur la santé humaine. La pollution atmosphérique peut notamment être à l'origine de nombreuses maladies cardio-respiratoires, chroniques ou aiguës, de cancers du poumon et d'accidents vasculaires cérébraux.

Toujours selon l'OMS, la pollution de l'air provoquerait 7 millions de décès prématurés par année dans le monde. En termes de mortalité prématurée, elle se compare à d'autres facteurs de risque, comme le tabagisme et une mauvaise alimentation. Selon un rapport de Santé Canada intitulé *Les impacts sur la santé de la pollution de l'air au Canada : estimation de la morbidité et des décès prématurés – rapport 2021*, le nombre annuel de décès prématurés liés à la pollution de l'air au Québec s'élevait, en 2016, à 4000.

Bien qu'elles soient juridiquement non contraignantes, les limites proposées par l'OMS méritent d'être considérées sérieusement par les décideurs à travers le monde. En améliorant la qualité de l'air, le gouvernement pourrait non seulement protéger la santé de la population québécoise, mais également réaliser des gains économiques intéressants. Dans *La Commission Lancet sur la pollution et la santé*, nous apprenons que : « Aux États-Unis, on estime que l'économie bénéficie d'avantages atteignant 30 \$ US (entre 4 \$ et 88 \$) pour chaque dollar investi dans la lutte contre la pollution atmosphérique depuis 1970, soit un avantage global de 1 500 milliards de dollars pour un investissement de 65 milliards de dollars. »

Mes questions au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sont les suivantes :

- Le ministre compte-t-il apporter des modifications au Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA) pour se conformer le plus possible aux lignes directrices proposées par l'OMS pour les six polluants mentionnés ci-haut?
- Le ministre peut-il nous expliquer les raisons de sa décision?

53) Mme Labrie (Sherbrooke) – **1^{er} février 2022**
Au ministre de l'Éducation

Lors de l'étude des crédits 2020-2021 du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, volet éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire, j'ai abordé avec le ministre de l'Éducation l'enjeu des violences à caractère sexuel dans le réseau de l'éducation du Québec. Plus précisément, je l'ai questionné le lundi 17 août 2020, durant la séance de la Commission de la culture et de l'Éducation, afin de savoir si le ministère disposait d'une étude concernant l'impact sur le parcours scolaire des personnes qui ont subi des violences sexuelles, notamment sur la question du décrochage scolaire. Il m'a indiqué que le ministère ne disposait pas d'une telle étude. Lorsqu'interrogé sur la possibilité de commander une telle étude, afin de mieux intervenir pour limiter les impacts et prévenir le décrochage, le ministre en a pris l'engagement.

Ainsi, mes questions sont les suivantes :

- Le ministre a-t-il commandé cette étude?
- Si oui :
 - À qui a été confiée l'étude?
 - À quel moment le mandat a-t-il été donné?
 - Quel est le coût de cette étude?
 - À quel moment sont attendus les résultats?

54) M. LeBel (Rimouski) – **1^{er} février 2022**
Au gouvernement

Le manque de main-d'œuvre frappe les ressources d'aide d'urgence, alors que certaines d'entre elles sont contraintes de suspendre certains services.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, la Maison de l'Espoir de Mont-Joli met ses services sur pause pour février, alors que le Centre de prévention du suicide et d'intervention de crise de Rimouski suspend ses services en hébergement pour une période indéterminée.

Au Centre de prévention du suicide, l'équipe d'intervention est épuisée. Le problème de recrutement de main-d'œuvre, avec la rareté qu'on connaît, surcharge les équipes d'intervention.

« Après presque deux ans de pandémie, il y a un fort épuisement des équipes en intervention. C'est le cas chez nous comme dans d'autres organismes », affirme la directrice générale du Centre de prévention du suicide de Rimouski, Valérie Quimper, qui ajoute que les demandes d'aide ont explosé avec les tensions créées par la pandémie.

De nombreux autres organismes se trouvent dans cette situation. La Table régionale des organismes communautaires du Bas-Saint-Laurent rapporte que bon nombre d'organismes de la région connaissent d'importants défis en lien avec la pandémie et la rareté de main-d'œuvre.

La pression est forte depuis le début de la pandémie, notamment pour les services d'aide alimentaire, de violence et de santé mentale, et la fatigue s'est installée chez les travailleurs qui tiennent ces organismes à bout de bras.

Il devient évident que les organismes communautaires ressentent ces besoins grandissants et ils tentent d'y répondre le mieux possible, mais il est sûr qu'ils ne peuvent pas non plus pallier un système de santé et de services sociaux qui lui aussi est surchargé.

Je peux témoigner que lors des rencontres virtuelles avec mon équipe et les organismes, on la voit et on la sent de plus en plus, cette fatigue des dirigeants des organismes, qui deviennent également très émotifs.

Le sous-financement et les conditions de travail se retrouvent au cœur du problème qui existe depuis trop longtemps et on en demande de plus en plus aux organismes communautaires. Des vagues rotatives de suspension des services des organismes communautaires auront lieu partout au Québec à la fin février, entre autres pour réclamer un meilleur financement. Il y a urgence.

Ma question est la suivante :

Le gouvernement répondra-t-il positivement aux demandes des organismes communautaires autonomes, soit :

- un investissement de 460 millions \$ supplémentaires dans le financement à la mission globale des organismes d'action communautaire autonome (ACA) afin de renforcer leur capacité d'agir et qu'un financement spécial soit disponible afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par la COVID-19;
- une indexation annuelle de la subvention à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 1^{er} février 2022
Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités – *ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles*
- b) 1^{er} février 2022
Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve – *ministre de la Sécurité publique*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor*